



Communiqué de presse

Le 9 janvier 2020, les retraités avec les salariés pour préserver notre système de retraite !

Depuis juin 2014, nos neuf organisations de retraités mobilisent et manifestent pour une amélioration du pouvoir d'achat des personnes retraitées. En 5 années, ce pouvoir d'achat a subi de nombreuses attaques : recul de la date de revalorisation, puis gel des pensions, puis suppression de certaines exonérations fiscales, etc. Cette situation s'est aggravée avec les choix du gouvernement Macron – Philippe : poursuite de la sous-indexation en ne respectant pas la loi qui impose une revalorisation selon l'inflation, baisse du niveau des pensions par le gel des pensions et l'augmentation de 25 % de la CSG, alors que les prix ne cessaient d'augmenter, sans compter l'augmentation des dépenses incompressibles. Cela a fait et continue de faire très mal au portemonnaie des retraités. Les manifestations de colère des retraités ont contraint le gouvernement à des reculs. Mais il n'a pas renoncé à sa politique de réduction du pouvoir d'achat de nos pensions. Qu'en serait-il si les milliers de retraités n'étaient pas intervenus ?

Le projet de réforme des retraites vise à « automatiser » le recul du niveau des pensions en fonction de l'état de l'économie et des financements disponibles, dans une enveloppe fixée arbitrairement par le gouvernement à 13,8 % du P.I.B., alors que le nombre de retraités augmentera. Le projet modifie par ailleurs l'âge d'accès aux droits à une pension de réversion, qui passerait de 55 ans à 62 ans, soit un recul de 7 ans, et impose d'être en retraite pour la toucher !

Nous ne pouvons accepter une telle consolidation d'un partage inégalitaire des richesses créées.

Cette réforme rompt également avec notre système de solidarité intergénérationnelle et de justice sociale dont seraient brutalement victimes nos enfants et nos petits-enfants. C'est une autre évolution que nous voulons pour eux. En prenant en compte la totalité des années de cotisations (et pas seulement les meilleures années ou la fin de carrière), la réforme projetée intégrera forcément toutes les années au cours desquelles les personnes auront eu des salaires très bas ou par intermittence, précaires etc. Ceci pénalisera plus particulièrement les femmes contrairement au discours officiel qui les proclame gagnantes.

Nous avons entendu ce gouvernement déclarer que les personnes retraitées, avec 1000 euros de retraite par mois étaient privilégiées, et qu'avec 2 000 euros mensuels étaient « nanties ». Il continue de nous mentir quand il annonce que cette réforme serait bénéfique pour tout le monde, ou presque ! Nous pouvons dès lors nous étonner que le gouvernement, dont un des objectifs est de supprimer les régimes spéciaux, commence déjà à négocier des régimes particuliers avec la police, les militaires et autres concessions apportées chaque jour.

Dans ses vœux, Emmanuel Macron n'a convaincu personne, il persévère et s'entête. Nous sommes toujours décidés, mobilisés, déterminés et solidaires. En 2020, nous continuons notre lutte.

Comme pour le 17 décembre 2019, nos neuf organisations appellent les personnes retraitées à manifester dans la rue, le 9 janvier 2020, contre un tel recul de société.

Paris, le 2 janvier 2020

Olivier Jochter (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Francisco Garcia (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Michel Denieault (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)